



Joint Public Advisory Committee (JPAC)  
Comité Consultivo Público Conjunto (CCPC)  
Comité consultatif public mixte (CCPM)

### Note

À : Adrián Vázquez  
Directeur exécutif de la CCE

CC : Membres du Conseil  
Membres du Groupe consultatif sur le bâtiment écologique  
Membres du CCPM

De : Irene Henriques, présidente du CCPM pour 2007

Objet : Le bâtiment écologique en Amérique du Nord : Symposium international de Seattle, les 1<sup>er</sup> et 2 mai 2007 — Résumé des commentaires du public et des discussions

Date : 12 juin 2007

---

Au nom du Comité consultatif public mixte, j'ai le plaisir de vous transmettre un exemplaire d'un rapport commandé par le CCPM qui résume les commentaires formulés par le public lors du Symposium international de la CCE sur le bâtiment écologique, tenu à Seattle (Washington) les 1<sup>er</sup> et 2 mai 2007.

Le rapport contient les observations d'une gamme variée d'intervenants de l'ensemble de l'Amérique du Nord sur la version préliminaire des quatre documents de référence dont le document final traitera, soit : « Les scénarios du bâtiment écologique pour 2030 », « Favoriser le financement du bâtiment écologique et la consolidation des marchés », « Efforts des institutions en faveur du bâtiment écologique » et « Favoriser l'accès à des habitations écologiques ». Nous espérons que les commentaires et les renseignements fournis par le public pendant le forum de discussion se révéleront utiles lors de l'établissement de la version définitive de ces documents, et nous nous réjouissons à la perspective de recevoir le rapport final.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur exécutif, l'expression de mes sentiments distingués.

Irene Henriques  
Présidente du CCPM pour 2007

**Compte rendu des observations du public et des discussions  
qui ont eu lieu au cours du  
*Symposium international sur le bâtiment écologique en  
Amérique du Nord*  
tenu les 1<sup>er</sup> et 2 mai 2007,  
à Seattle, dans l'État de Washington**

**Contexte**

Le Secrétariat de la Commission de coopération environnementale (CCE) est en train d'établir un rapport intitulé *Les débouchés et les défis du bâtiment écologique en Amérique du Nord* en vue de le présenter aux plus hauts responsables de l'environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis vers la fin de 2007 ou au début de 2008. Il a également constitué un groupe consultatif connexe qui a recommandé que le rapport porte sur les quatre principaux thèmes suivants :

- Les scénarios du bâtiment écologique pour 2030.
- Le financement du bâtiment écologique.
- Les efforts des institutions en faveur du bâtiment écologique.
- L'accès à des habitations écologiques.

Dans le cadre de la collecte d'informations en vue d'établir ce rapport, la consultation du public constitue une démarche très importante, et c'est ce qui a motivé la tenue d'un premier atelier public au Mexique, en février 2007.

Les 1<sup>er</sup> et 2 mai 2007, la CCE a tenu une deuxième réunion publique à Seattle, dans l'État de Washington, afin d'examiner des documents de référence portant sur les quatre thèmes susmentionnés. Le 1<sup>er</sup> mai, les auteurs de ces documents ont fait part de leurs conclusions préliminaires à l'assistance qui, en plus de représentants du public, comptait les membres du Groupe consultatif sur le bâtiment écologique et du Comité consultatif public mixte (CCPM) de la CCE. Chacun des exposés a été suivi d'une période de questions, d'observations et de discussions. Le 2 mai, le CCPM a tenu un forum public afin de poursuivre la discussion sur les sujets susmentionnés.

Le présent compte rendu résume les nombreuses questions, observations et discussions auxquelles le symposium de deux jours a donné lieu.

**Observations générales**

Au cours des deux journées, l'assistance a soulevé plusieurs sujets en formulant les observations suivantes :

- Il faut étudier des cas tangibles afin de consigner et de démontrer les avantages et la valeur des bâtiments écologiques, ainsi que le fait que leur coût n'est pas

forcément plus élevé que celui des bâtiments classiques. Les documents ne font malheureusement pas valoir de tels cas.

- Il faut recueillir des données sur le rendement réel des bâtiments écologiques afin d'illustrer ses effets et ses avantages.
- Les études doivent porter sur les améliorations éconergétiques, la rénovation et l'exploitation des bâtiments, de même que sur les nouveautés en matière de conception architecturale et de construction.
- Il faut adopter une approche plus globale afin que les études et les recommandations :
  - ne se limitent pas à l'énergie et tiennent compte d'autres préoccupations environnementales;
  - ne se limitent pas aux bâtiments pour viser également les villes et les régions. Il est essentiel de connaître les contextes historique, social et économique.
- De quelle manière pourrions-nous éliminer les frontières artificielles qui séparent nos trois pays et nous empêchent de travailler plus efficacement ensemble? Comment nos pays pourraient-ils collaborer en étant égaux, apprendre les uns des autres et respecter leur diversité? Au Mexique, les conditions sont différentes de celles du Canada et des États-Unis qui se ressemblent beaucoup plus.

### **Observations sur le premier document : Les scénarios pour 2030**

Ce document fait état du rendement des bâtiments en Amérique du Nord en se fondant sur la mise en pratique énergique mais réalisable des principes écologiques dans le domaine de la construction. Les auteurs disent avoir élaboré les scénarios en s'appuyant sur les objectifs qu'ont fixés pour 2030 (Défi 2030) l'*American Institute of Architects* (AIA, Institut américain des architectes) et l'Institut royal d'architecture du Canada afin de réduire le réchauffement planétaire que provoquent les bâtiments en émettant des gaz à effet de serre. Dans ce document, les auteurs exposent leurs hypothèses et méthodes de modélisation d'un scénario écologique radical qu'ils comparent à un scénario de maintien du statu quo. Leur étude leur a permis de constater qu'un scénario énergétique permettrait d'atteindre sinon de dépasser les objectifs du Défi 2030, en exigeant le recours aux énergies renouvelables dans certains cas. Mais si l'atteinte de ces objectifs est possible, elle réclame un important engagement en ce qui a trait à l'élaboration de politiques et de programmes.

Les membres de l'assistance formulent les questions et observations suivantes :

- En plus de l'énergie, les scénarios doivent donner suite à d'autres préoccupations environnementales, car si l'énergie soulève des questions essentielles, elle ne constitue pas le seul et unique souci. L'eau est également très importante, tout comme d'autres questions. Les scénarios pourraient-ils avoir trait aux services écosystémiques, à la localisation des bâtiments et à d'autres questions d'aménagement? Les scénarios pourraient-ils aussi porter sur des questions relatives à la société, à la justice environnementale et à la pauvreté? Au Mexique, le tourisme prenant de l'ampleur et le nombre de stations balnéaires augmentant

- très rapidement, les scénarios doivent être plus complets pour traiter des problèmes environnementaux que soulève ce secteur d'activité.
- Il faudrait trouver le moyen de bâtir en conjuguant les talents créateurs et en restructurant le débat pour qu'il se fonde sur des scénarios dont tout le monde tirera parti. Pour ce faire, nous devons envisager les choses de façon globale.
  - Il serait utile que les scénarios prennent en compte ce que coûtent les solutions de rechange et en distinguent les avantages et désavantages pour les secteurs public et privé.
  - De quelle manière les scénarios peuvent-ils aider les décideurs à élaborer et à choisir les politiques les plus efficaces qui soient? Les auteurs répondent que les scénarios reposent sur l'amélioration du rendement ainsi que sur le moment opportun pour la commercialisation, et que ces deux éléments peuvent avoir des incidences sur les politiques. Ils ajoutent que les décideurs pourraient tester les concepts que véhiculent les scénarios pour savoir quels résultats on peut obtenir en recourant à différents moyens.
  - Les scénarios constituent un outil très efficace et ils devraient servir à l'échelle mondiale, notamment à l'égard de marchés comme ceux de la Chine et de l'Inde.
  - Cette question est urgente, mais un grand nombre de ceux qui ne sont pas partie prenante du mouvement auquel donne lieu le bâtiment écologique se refusent à reconnaître cette urgence. Cela va réclamer des politiques publiques, des campagnes de sensibilisation et des exemples tangibles. De quelle manière pourrions-nous atteindre cet objectif et la CCE pourrait-elle y contribuer?

### **Observations sur le deuxième document : Le financement du bâtiment écologique**

Dans leurs exposés, les auteurs déclarent que ce document fait état de la situation des marchés au Mexique et aux États-Unis, des éléments qui favorisent et entravent la construction de bâtiments écologiques, et des instruments et stimulants financiers qui pourraient aplanir les obstacles. L'un d'eux fait aussi un exposé sur la mise en valeur du bâtiment écologique en soulignant que les pratiques actuelles n'exploitent pas les avantages qu'offre ce type de bâtiment et qu'il faudrait faire connaître beaucoup plus largement sa valeur.

Les membres de l'assistance formulent les questions et observations suivantes :

- De quelle façon doit-on définir le bâtiment écologique pour les besoins des institutions financières? Est-ce en fonction des normes des systèmes de certification LEED ou EnergyStar, ou d'un autre système? Les auteurs répondent que la définition du développement durable de la Commission Brundtland fait largement consensus, à savoir « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », et qu'il existe d'autres normes internationales que celles susmentionnées. Ils déclarent aussi que des systèmes de certification sont en vigueur au Canada et aux États-Unis, mais que le Mexique ne disposant pour le moment d'aucun programme ou norme de certification, il est impossible de formuler une définition.

- Lorsqu'on parle de « valeur », cela devrait plus largement comprendre les valeurs et croyances, l'ensemble des avantages potentiels (ainsi que l'ensemble des coûts), les services écosystémiques, ce que coûte à la société le fait de ne pas construire de façon écologique et les avantages stratégiques qu'offre aux entreprises l'adoption d'approches écologiques. On peut dire que la valeur constitue le patrimoine que nous léguerons aux générations à venir dans les domaines de la santé et du développement humains, du développement économique et culturel, et de la viabilité de l'environnement.
- Les instruments et stimulants financiers et les outils de valorisation doivent viser les améliorations éconergétiques et la rénovation ainsi que les nouvelles constructions compte tenu du fait que les bâtiments existants représentent le plus large segment du marché. Les auteurs se disent en accord avec cette suggestion mais précisent qu'il faut accorder autant d'attention aux petits qu'aux grands bâtiments.
- Le bâtiment écologique n'est pas toujours l'option la plus onéreuse même si certains le pensent. Les auteurs conviennent que l'application des principes écologiques permet d'économiser de l'argent et du temps et d'accroître la valeur d'un bâtiment.
- Certaines villes, telles que Seattle, ne se limitent pas aux bâtiments et étendent l'écologisation à l'urbanisme, mais elles constatent que le financement classique ne convient pas à cette nouvelle orientation.
- Comment peut-on faire valoir les avantages que les bâtiments écologiques offrent sur le plan de la santé? Les auteurs répondent que les méthodes habituelles de valorisation mettent de l'avant les avantages des bâtiments écologiques pour la santé puisqu'ils présentent moins de risques dans ce domaine, mais que ces méthodes peuvent aussi faire valoir d'autres aspects positifs. Ils disent unanimement convenir qu'il faudrait mener de vrais études de cas et les faire notamment porter sur les avantages pour la santé. Ils estiment en outre que l'on doit recueillir des données plus précises au sujet des effets sur la santé, mais que cela réclame un meilleur accès aux données sur la santé et une normalisation de la manière dont ces données sont recueillies, stockées et divulguées. L'un d'eux ajoute que la protection des renseignements personnels constitue une entrave à la collecte et à l'analyse de telles données.
- Au Mexique, en particulier, dans le cadre d'une valorisation du développement écologique, comment peut-on intervenir à l'égard des répercussions environnementales d'un aménagement côtier en pleine croissance? Étant donné que cet aménagement est l'objet d'un financement international, comment la CCE pourrait-elle susciter une prise de conscience accrue de la valeur d'un développement plus écologique et des coûts réels de la dégradation de l'environnement pour les collectivités?

### **Observations sur le troisième document : Efforts des institutions**

Les auteurs mentionnent que la situation n'est pas la même dans les trois pays en ce qui concerne les institutions car, contrairement au Canada et aux États-Unis, le Mexique ne

dispose pas de codes et de normes relatifs aux bâtiments écologiques ainsi que d'organismes qui s'y consacrent. Ils présentent sept approches auxquelles peuvent avoir recours les institutions, à savoir les mesures obligatoires, les programmes volontaires, les mécanismes financiers, les achats recommandés, la recherche, la sensibilisation et les accords internationaux. Ils mentionnent également que le document fait état des lacunes dans les politiques relatives au bâtiment écologique et formule des recommandations pour chacun des trois pays, notamment en vue d'accroître leur collaboration.

Les membres de l'assistance formulent les questions et observations suivantes :

- Les approches volontaires et les achats recommandés ne sont pas suffisants. Il faut que les gouvernements imposent des normes obligatoires pour la vente et la location des bâtiments, ce qui permettra de faire participer le segment inférieur du marché, et suscitent des mesures volontaires de la part du segment écologique de ce marché. Les scénarios exposés dans le premier document pourraient s'avérer utiles pour déterminer quel serait l'équilibre le plus approprié entre les approches volontaires et obligatoires.
- Les prescriptions gouvernementales placent souvent la barre trop bas et ne font que punir les mauvais gestes au lieu d'en inciter des bons.
- Les données de référence sur le rendement s'avéreront essentielles dans le cadre de nombreux programmes, notamment en ce qui concerne l'échange de droits d'émission. Les Européens sont en train de recueillir des données sur le rendement et la Californie investit dans les compteurs électriques intelligents.
- Quelles sont les similitudes et les différences dans les recommandations visant les trois pays? De quelle manière s'appliquent-elles particulièrement aux villes dont l'expansion s'intensifie? Au Mexique, il faut absolument compter sur un esprit d'initiative national car il influera sur les activités à l'échelon municipal. Le plan de développement national doit comprendre une politique sur le bâtiment écologique.
- Nous ne pouvons uniquement compter sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures et investisse dans ces programmes. Nous allons traverser une période de gestion du changement qui réclame la prise de responsabilités de la part des particuliers et des entreprises. Étant donné que ceux-ci répondent aux signaux du marché, les politiques gouvernementales doivent encourager la prise de responsabilités et la reddition de comptes. L'un des auteurs répond que la prescription de normes gouvernementales est nécessaire parce que le marché ne tient pas compte du vrai coût de la consommation d'énergie et de la dégradation de l'environnement.
- Il faut évaluer beaucoup mieux les effets des politiques afin de leur apporter des améliorations.
- Les politiques devraient préconiser des objectifs de rendement au lieu de prescrire des codes montrant comment atteindre ces objectifs.
- La sensibilisation à tous les niveaux revêt beaucoup d'importance. Le fait de sensibiliser les enfants dès maintenant aura une immense incidence dans l'avenir, c'est-à-dire à mesure qu'ils grandiront et deviendront des décideurs. La sensibilisation des gouvernements et des promoteurs au sujet de la dévastation des

aires côtières exigera la collecte et le regroupement de données sur des cas particuliers pour montrer les effets de ce type de développement. Le recours à des professionnels de la formation coûtera très cher, et leurs services pourraient être financés par des programmes gouvernementaux.

### **Observations sur le quatrième document : L'accès à des habitations écologiques**

Les auteurs mentionnent que la situation n'est pas la même dans les trois pays, compte tenu de la croissance du marché des résidences écologiques au Canada et aux États-Unis et de l'absence d'engagement et de mesures incitatives au Mexique dans ce domaine. Ils font également état des défis particuliers auxquels ce pays est confronté, notamment la croissance rapide du domaine de la construction, l'incidence que pourraient avoir les *baby-boomers* qui achètent des maisons pour y prendre leur retraite ou des vacances, le manque de logement à prix abordable pour la majorité des familles mexicaines qui vivent dans la pauvreté et le fait que 60 p. 100 des résidences sont construites par leurs occupants.

Les membres de l'assistance formulent les questions et observations suivantes :

- Il faut disposer de données sur le rendement réel des résidences écologiques. Pour ce faire, on pourrait adapter les outils de mesure et de vérification utilisés pour les bâtiments commerciaux. Il serait également préférable de disposer d'un seul protocole normalisé pour les vérifications afin de ne pas semer la confusion dans les marchés financiers. Bien qu'il existe des outils, leur application n'est appuyée par aucune mesure incitative. En ce qui a trait à l'évaluation du rendement, le défi consiste à ce qu'elle touche à tous les aspects, qu'elle ait un caractère tangible et crédible, de manière à ce qu'elle soit simple et applicable n'importe où, et qu'elle soit également obligatoire.
- Le Mexique a besoin d'une technologie abordable et simple pour répondre aux besoins de sa population à faible revenu et de régler les problèmes que pose le marché des résidences autoconstruites. Cette tranche de population a souvent recours à du vieux matériel bon marché tel que les appareils de climatisation jetés au rebut qui proviennent des États-Unis et sont inefficaces et le plus souvent polluants. Cela se produit également dans d'autres pays, notamment les maisons construites au Canada pour des gens à faible revenu dans lesquelles une machine à laver le linge et une sècheuse n'ont pas été installées, ce qui a forcé les occupants à acheter ce qu'ils pouvaient en fonction de leurs moyens, c'est-à-dire les machines les moins chères et généralement les moins efficaces.
- Dans les trois pays, on peut utilement tirer parti des enseignements du passé, en particulier de l'utilisation de systèmes solaires passifs. Au Mexique, on a largement oublié l'architecture vernaculaire qui a recours à des matériaux et à une conception traditionnels adaptés au climat et qu'il faudrait réhabiliter. La terminologie et le langage sont importants, par exemple des termes comme « durable » et « non durable » pour qualifier des biens signifient que les uns sont meilleurs que les autres. Le fait de qualifier l'adobe et le bambou de « non durables » les stigmatise.

- Au Mexique, les familles tendent à occuper la même résidence durant des générations, contrairement au Canada et aux États-Unis où elles déménagent plus fréquemment. Cela signifie que les résidences mexicaines devraient s'adapter plus adéquatement au changement de taille de la famille ainsi qu'à l'âge et à la santé de ses membres et à d'autres facteurs.
- L'attitude des occupants a une incidence importante sur la consommation d'énergie et le rendement écologique de leur résidence et d'autres bâtiments. Les propriétaires comme les locataires ont besoin d'information et d'un « manuel d'instruction » pour les résidences, car il serait logique, puisqu'un tel manuel accompagne toute nouvelle automobile, qu'il accompagne aussi une nouvelle résidence. Par ailleurs, il faudrait que la culture évolue afin de susciter un changement d'attitude et la prise de responsabilités. On constate un manque de perspective entre l'attitude et les conséquences qu'elle peut avoir, et cela peut se comparer au fait de conduire une automobile sans disposer d'instruments dans le tableau de bord. Comment pourrait-on établir une relation plus évidente entre l'attitude et ses conséquences?
- Il faudrait que les trois pays échangent des informations à l'intérieur des zones climatiques pour que leur collaboration soit plus fructueuse.
- La charge des prises électriques du matériel électronique et des gadgets que nous utilisons de plus en plus sont responsables d'environ 21 p. 100 de la consommation d'énergie résidentielle, un pourcentage qui s'accroîtra sûrement dans l'avenir.
- Les résidences sont différentes des bâtiments commerciaux parce qu'elles varient beaucoup, notamment en ce qui a trait à la taille et au coût.